

Le gouvernement italien décide de relancer le bâtiment et les travaux publics devant la récession généralisée qui s'implante

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **37 (1965)**

Heft 9

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-125851>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le Gouvernement italien décide de relancer le bâtiment et les travaux publics

devant la récession généralisée qui s'implante

74

On a souvent évoqué le marasme où sont plongées en Italie les industries du bâtiment et des travaux publics du fait de la rigueur du plan d'austérité destiné à lutter contre l'inflation, plan mis en place par le Gouvernement italien. Les entrepreneurs, groupés dans leurs puissants organismes professionnels ont d'ailleurs protesté contre des mesures qui ont conduit à un chômage généralisé dans leurs secteurs et à des difficultés exceptionnelles.

Conscient qu'une telle situation pouvait dégénérer en crise grave, le Gouvernement italien vient d'ailleurs de décider une relance économique. Un décret-loi a été adopté comportant une série de mesures urgentes, constituant un véritable «plan» visant principalement à faciliter la reprise dans les domaines du bâtiment et des travaux publics.

Se basant d'abord sur l'aspect financier du problème, le gouvernement de M. Aldo Moro a décidé d'autoriser l'émission par le Consortium de crédit d'obligations garanties par l'Etat, d'un montant de 200 milliards de liras, affectés à des opérations d'urbanisme et à la construction. Cet effort portera sur les écoles, les habitations populaires, les autoroutes, les ports, etc. Afin que la relance s'opère aussi vite que possible, sur le plan administratif il a été décidé que l'approbation et l'exécution des programmes de travaux publics et de construction seront accélérés par une décentralisation des décisions. De surcroît, en matière fiscale il est prévu de porter à 7,5% la réduction de 4% de l'impôt sur les transactions immobilières et de porter de dix-huit à vingt-cinq ans la durée de l'exemption des impôts liés à l'achat d'appartements neufs.

Dans le domaine des petites et moyennes entreprises, afin d'améliorer leur équipement et leurs exportations, il est prévu l'octroi de facilités de crédit.

Dans un souci d'améliorer la compétitivité des entreprises, le plan prévoit une fiscalisation partielle des pensions de retraites par la prise en charge, pour un an, de 3% des cotisations à la charge des entreprises, cette charge conduisant à faire accepter par l'Etat une dépense de quelque 130 milliards de liras.

Par ailleurs, sur le plan social le gouvernement a décidé l'extension jusqu'à cent quatre-vingts jours de paiement des allocations familiales aux chômeurs.

Enfin, sur un tout autre plan, en raison du développement de la consommation de viande dont la production ne suit pas la demande, ce qui aboutit à une hausse rapide des prix, provoquant un déséquilibre des indices, le Consor-

La nature en danger

Quelque 400 millions de francs seront nécessaires à la ville de Zurich pour les espaces verts et autres zones de faible utilisation prévus par le dernier règlement sur les constructions. 400 millions, même pour la plus grande ville de Suisse, sont une somme considérable. Une somme qui permettrait de financer plusieurs kilomètres de métro. Cette somme apparaît d'autant plus importante que Zurich est placée devant de nombreuses autres réalisations coûteuses. Son importance même est une mise en garde.

Elle confirme ce que l'Association suisse pour le plan d'aménagement national rappelle depuis déjà longtemps, à savoir que les difficultés de protéger les plus beaux paysages ne cessent de s'accroître. Et cela à une époque où l'augmentation de la population est rapide et l'importance des loisirs reconnue. Devrons-nous donc assister impuissants à la disparition des dernières rives accessibles au public, des dernières crêtes, des pistes de ski et des promenades ?

En 1874, les forêts de haute montagne furent placées sous protection fédérale. La mesure fut étendue en 1902 à toutes les forêts du pays. Sans qu'un seul centime d'indemnité ne soit versé !

Et aujourd'hui, que se passe-t-il ? Une commune, un canton désirent-ils sauvegarder quelques mètres carrés pour la communauté en frappant un terrain d'interdiction de construire, il leur faudra payer le prix fort. Même lorsque la mesure frappe un terrain non équipé, l'indemnité sera élevée.

On croit encore que chaque mètre carré de notre sol deviendra tôt ou tard terrain à bâtir. Or nous savons que l'établissement de quatre millions d'habitants exigera, même sur le Plateau, moins de 10% des terres agricoles actuelles. Nous savons également que cette population

tium de crédit est autorisé à pratiquer des avances à l'agriculture jusqu'à un montant de 50 millions de liras. Ce contexte général de mesures, dont les principales s'adressent aux secteurs de la construction et des travaux publics atteste bien qu'en Italie, on ne peut se permettre de porter des coups sensibles à ces industries clefs sans risquer de désorganiser totalement l'industrie nationale et d'aboutir à la plus grave des récessions.

C'est là une leçon de portée générale que, même en France, on ne peut ignorer. *Journée du Bâtiment.*